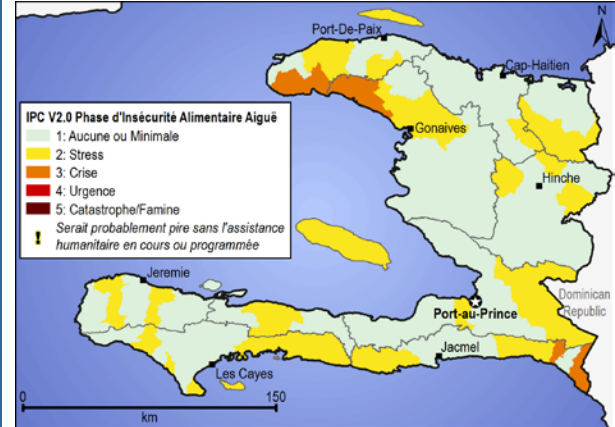


*Le démarrage de la saison agricole marqué par un déficit d'investissement et de faibles pluies*

**MESSAGES CLÉS**

- Si la saison pluvieuse a démarré dans de nombreuses zones du pays générant des revenus pour les très pauvres, elle tarde encore à se manifester dans d'autres. D'ailleurs, la probabilité de l'occurrence d'El Nino pour avril, mai et juin, est de 80 pour cent, ce qui pourrait entraîner une réduction de la pluviométrie et donc de la production agricole anticipée pour juin et juillet.
- Les prix des produits alimentaires sont généralement plus élevés sur les marchés en mars 2015 qu'à la même période en 2014. Sur certains marchés, les prix des produits locaux tels la semoule de maïs et les haricots atteignent des niveaux allant jusqu'à 40 et 30 pour cent respectivement. Les prix des produits importés, par contre, accusent des fluctuations modérées en glissement annuel et mensuel.
- Les pluies erratiques dans de nombreuses zones du pays, le manque d'investissements dans le secteur agricole et le niveau élevé des prix des intrants agricoles contribueront à une contraction de la demande de la main-d'œuvre agricole. Les pauvres et les très pauvres qui, dans le Sud-est, le Nord-ouest et l'Artibonite, avaient perdu leur production en 2014 et qui se trouvent actuellement en situation de Stress sont susceptibles de basculer dans la Crise (Phase 3 de l'IPC) entre avril et juin.

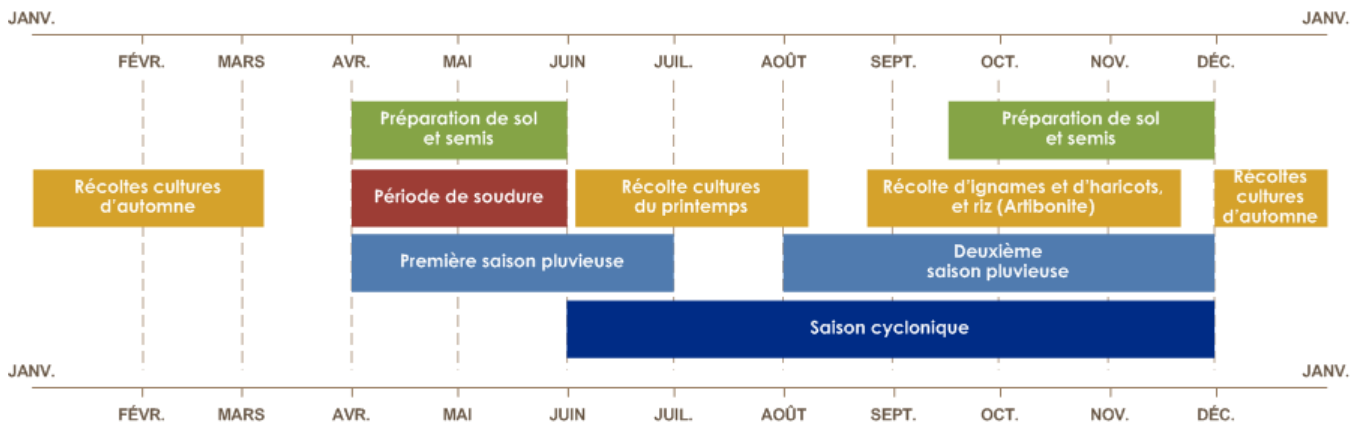
**Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, avril 2015**



Source: FEWS NET

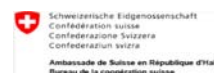
Cette carte représente les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site [www.fews.net/foodinsecurityscale](http://www.fews.net/foodinsecurityscale) pour plus d'information à cet égard.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien des organismes suivants:



**CONTEXTE NATIONAL**

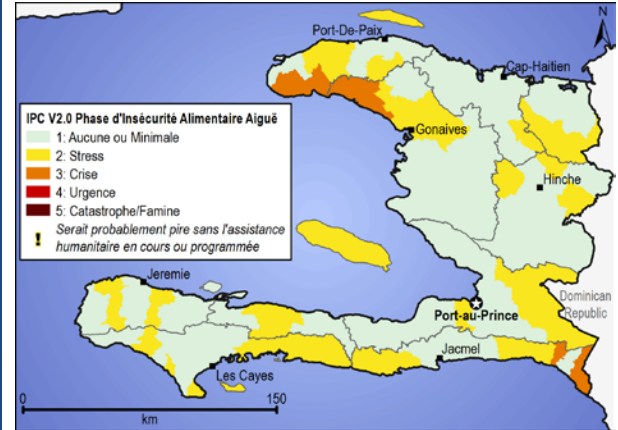
*Situation actuelle*

La période couverte par ce rapport est marquée par la campagne agricole du printemps qui s'étend d'avril à juillet. Cette campagne représente près de 60 pour cent de la production agricole annuelle du pays. La campagne d'été qui débutera en août, qui concerne plus particulièrement les montagnes humides et la zone rizicole de la Vallée de l'Artibonite, peut être estimée entre 20 et 30 pour cent de la production agricole. Le rôle de ces deux campagnes dans le maintien ou l'amélioration de la disponibilité alimentaire est déterminant. L'agriculture et l'élevage représentent 40 à 60 pour cent des sources de revenu des ménages très pauvres suivant la zone des moyens d'existence.

**Campagne agricole du printemps.** La campagne agricole du printemps est l'une des plus grandes activités économiques dans le monde rural, en cette période de l'année. Elle mobilise de nombreux travailleurs agricoles à la recherche d'emplois. Elle requiert de la part des agriculteurs des fonds pour l'achat des intrants. Cependant, dans la grande majorité des aires de production, la pluviométrie demeure le facteur déterminant de la réussite de cette campagne.

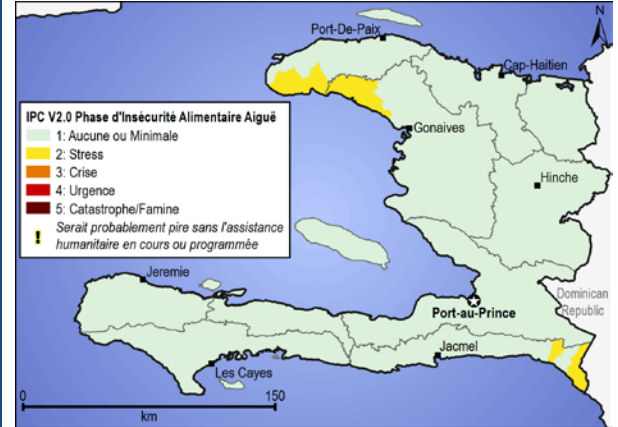
**Pluviométrie.** La saison pluvieuse a démarré en mars dans de nombreuses zones du pays pour s'intensifier au début d'avril. Dans le département de l'Ouest, par exemple, notamment à Damien, Croix-des-Bouquets et Thomazeau, on a enregistré 123 et 84 mm de pluie respectivement entre le 1<sup>er</sup> et le 5 avril. La commune de Carrefour était inondée à la même période, ce qui a causé la mort de six personnes et la destruction de nombreuses habitations. Dans la péninsule du Sud, des pluies ont commencé depuis la mi-mars. Le bas Plateau Central, une bonne partie du bas Artibonite et du nord bénéficient également des premières pluies du printemps. Toutefois, de nombreuses zones dans le Nord-ouest, le haut Artibonite, le Plateau Central, le Nord-est, quelques zones dans le Sud-est et la Gonâve souffrent encore de carence hydrique (Figure 1). Certaines zones comme Anse-Rouge, dans le haut Artibonite, Bombardopolis dans le Nord-Ouest et la commune d'Anse-a-Galets à la Gonâve font face à une période sèche déjà depuis six mois.

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, avril-juin 2015



Source: FEWS NET

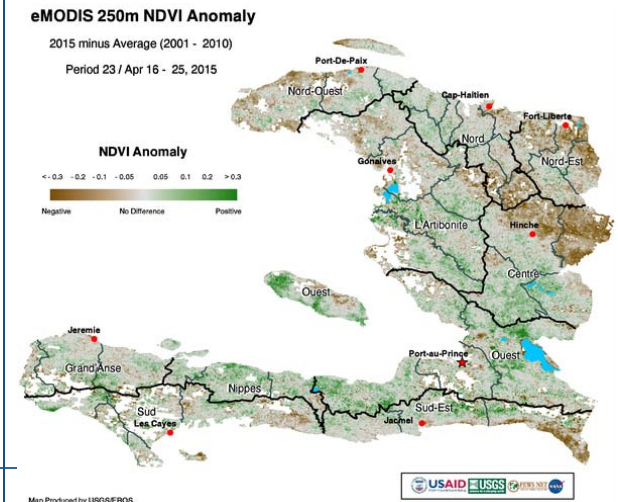
Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, juillet-septembre 2015



Source: FEWS NET

Ces cartes représentent les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site [www.fews.net/foodinsecurityscale](http://www.fews.net/foodinsecurityscale) pour plus d'information à cet égard.

**Figure 1.** Indice de végétation (NDVI Anomaly), 16-25 avril, 2015



Map Produced by USGS/EROS



Source: USGS/FEWS NET

Avec les pluies qui abondent dans de nombreuses zones, les agriculteurs ont répondu positivement en ensemençant leur champ. Dans le département du Sud-est, 10 à 15 pour cent des haricots plantés sont au stade de fructification, et le reste à différents stades, selon les techniciens de la zone. Selon ces derniers, dans cette zone la superficie déjà plantée est estimée à 40 pour cent. Sur la côte sud, par contre, les semis sont beaucoup plus avancés; et les agriculteurs font montre de plus d'engouement qu'en 2014 où la récolte était plutôt mauvaise. Ils prévoient que la saison pluvieuse sera meilleure. Aussi sèment-ils du maïs, du pois congo, de l'arachide, du sorgho, des ignames, et du manioc. Les activités agricoles y ont démarré depuis fin mars. Par ailleurs, des semis sont en cours dans les autres zones où la saison pluvieuse a démarré, mais de façon variée d'une zone à l'autre. Dans les zones où le démarrage des pluies tarde encore, les agriculteurs entament la préparation des sols misant sur un démarrage imminent.

**Main-d'œuvre.** Si la main-d'œuvre est disponible pour la conduite des activités agricoles dans certaines zones du pays, dans d'autres zones, par contre, les agriculteurs éprouvent des difficultés à s'en procurer. Sur la côte sud, particulièrement Tiburon, les Anglais et Chardonnières, elle se recrute facilement et se paie jusqu'à 100 gourdes pour 6 heures de travail par jour. Par contre dans le sud-est, la main-d'œuvre devient de plus en plus rare, comme c'est le cas dans de nombreuses autres zones du pays. Et pour cause elle devient plus chère: pour une demi-journée de travail, soit de 8:00 am à midi, le travailleur reçoit 150 gourdes. Cette rareté de main-d'œuvre et donc son coût élevé pourraient avoir des conséquences sur la quantité de terres emblavées et le volume de production en fin de cycle. Cette situation est due au fait que de nombreux jeunes migrent vers les grandes villes ou la République Dominicaine à la recherche d'un mieux-être. Les taxi-moto, le cirage de chaussures et le petit commerce en ville se révèlent plus profitable sur le plan économique et physique. De plus, les agriculteurs ne sont pas en mesure d'offrir davantage aux ouvriers agricoles sans augmenter le prix de vente de leur produit. Face au prix des produits importés de beaucoup plus faible que celui des produits locaux, la marge de manœuvre du producteur demeure très limitée.

**Intrants agricoles.** De nombreux agriculteurs parmi les mieux lotis utilisent des semences provenant des récoltes antérieures. La grande majorité devra se contenter de ce qu'ils peuvent trouver sur le marché des grains. Cependant, compte tenu de la faible production agricole en 2014, estimée à environ 50 pour cent plus faible que celle de l'année de référence (2009), les prix des semences ont augmenté de manière atypique contraignant les agriculteurs, surtout les plus pauvres, à dépenser davantage pour les acquérir. Par exemple, entre mars 2014 et mars 2015, le prix du maïs a accusé des hausses de 33, 31 et de 21 pour cent respectivement sur les marchés de Jérémie, de Hinche et de Jacmel. Pour certaines espèces comme la patate douce, les ignames et le manioc, les boutures sont difficiles à obtenir. Dans certaines localités du Sud et du Sud-est plus fortement touchées par la sécheresse en 2014, les boutures de patate sont très peu disponibles. Une telle situation pourrait compromettre le niveau de sécurité alimentaire des populations de ces zones pour lesquelles la patate douce est à la fois source de nourriture et de revenu.

De plus, les engrais chimiques, prisés surtout dans les zones rizicoles et maraîchères comme la Vallée de l'Artibonite, la Plaine des Cayes, St Raphael et Kenscoff, se trouvent en très faible quantité sur le marché national. Des 20 000 à 30 000 tonnes métriques d'engrais chimiques généralement disponibles sur le marché à cette époque de l'année on n'attend que 8 000 cette saison. Il est donc probable que les prix atteignent des niveaux très élevés, comme c'était le cas en 2014 où les engrais se vendaient de 800 à près de 2000 gourdes le sac de 100 livres en dépit de la subvention octroyée par l'Etat haïtien.

Dans la Vallée de l'Artibonite où est produit plus de 75 pour cent du riz national, l'eau est disponible pour l'irrigation, mais les infrastructures d'irrigation doivent être entretenues. Par exemple, environ 70 km de berges sont à réparer tandis que les canaux de drainage ont besoin d'être curés. Le nombre de tracteurs qui étaient déjà insuffisants est passé maintenant à 12. Si ces problèmes ne sont pas résolus dans l'immédiat, on devra s'attendre à une diminution sensible de la production du riz dans la Vallée de l'Artibonite surtout dans les zones en aval comme Grande-Saline, Desdunes et l'Estère.

**Apport attendu du Ministère de l'Agriculture et des partenaires.** Le Ministère de l'Agriculture, la FAO et certaines ONG apportent depuis des années un appui non négligeable aux agriculteurs pour leur permettre de réussir les campagnes agricoles. Dans le domaine des fertilisants, le Ministère de l'Agriculture investira 90 millions de gourdes dans l'achat des engrais chimiques. L'agriculteur ne paiera que 50 pour cent du coût réel de cet intrant sur le marché local. Cependant, la quantité offerte cette année passera de 50 000 tonnes en 2009, à 20 000 tonnes en 2014 et à 8000 tonnes en 2015. Quant aux semences, le Ministère apportera 410 tonnes de haricots qui sont déjà en distribution dans la Grand 'Anse et l'Artibonite. Les besoins en semences sont estimés à 11 000 tonnes de légumineuses et 12 000 tonnes de céréales. La FAO apportera environ 56 tonnes de légumineuses à 7421 planteurs du Nord-ouest.

**Production animale.** A l'exception de certaines zones dans le Sud-est et le Nord-ouest où le bétail a beaucoup souffert de la période sèche entre novembre et avril, les informations reçues des autres zones montrent que leur état d'embonpoint est stable. Par ailleurs, les prix ont légèrement baissé dans la Grand'Anse où des éleveurs étaient contraints de vendre du bétail pour l'achat de semences. Par contre, dans le Sud-est, les caprins ont vu leur prix passer à la hausse suite à une augmentation de la demande venant de la République Dominicaine.

**Assistance Humanitaire.** Cinq ans après le séisme du 12 janvier, le nombre d'organisations non gouvernementales octroyant des services à la population a grandement diminué. Les plus connues sont encore présentes sur le terrain, mais leur intervention a de beaucoup diminué par rapport à ce qu'elle était avant le séisme. Toutefois, de nouveaux projets sont en cours d'exécution dans de nombreuses zones telles le haut Plateau Central, le Nord-Ouest, la Gonâve, certaines communes du Sud-est où des ménages pauvres bénéficient de bons alimentaires mensuels. Les projets AVANSE et PTTA dans le Nord et le Nord-est sont toujours présents. Le projet WINNER 2 de USAID devra démarrer très bientôt dans le département de l'Ouest. Le PAM fournit un plat chaud à plus de 400 000 élèves des écoles publiques du Nord, Nord-est, de l'Artibonite, du Centre et de l'Ouest. OCHA, appuyé par le Gouvernement et des agences du système des Nations Unies ont lancé un appel de transition (TAP) « requérant un financement de 401 millions de dollars pour la période 2015-2016. Le TAP va adresser les besoins humanitaires résiduels tels ceux liés au déplacement interne, à l'épidémie de choléra, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle... ». Par contre, les programmes de filet de sécurité mis en place par le gouvernement haïtien a cessé depuis décembre 2014.

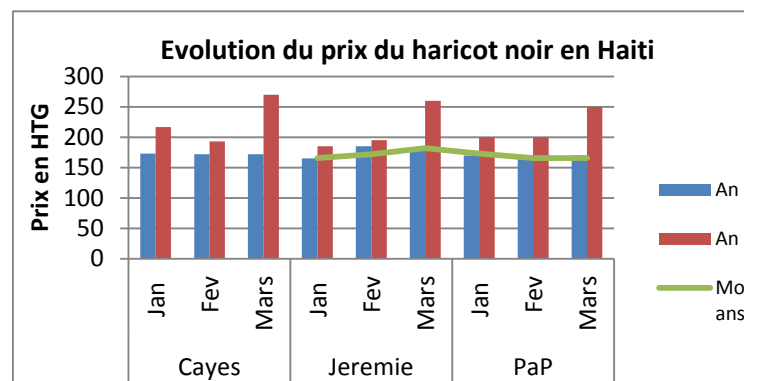
**Prix des produits alimentaires.** Des périodes sèches successives enregistrées à partir de mai 2014 ont beaucoup affecté la production agricole à travers presque tout le pays. Des estimations de récolte effectuées par la CNSA et ses partenaires ont montré des baisses de rendement supérieures ou égales à 50 pour cent suivant la culture. Il s'ensuit un déséquilibre très significatif en termes de l'offre et de la demande des aliments produits localement.

Le haricot noir, l'une des légumineuses les plus consommées et la principale source de protéines des ménages pauvres, a accusé des hausses de prix assez significatives même dans les zones de grande production. Ces augmentations sont encore plus considérables par rapport à la moyenne quinquennale (2010-2014). Par exemple, sur les

marchés de Jacmel, de Jérémie et de Hinche, les variations enregistrées en mars par rapport à février 2015 sont respectivement de l'ordre de 7 pour cent, 33 pour cent et 7 pour cent. Par rapport à la période quinquennale (2010-2014), les variations pour ces mêmes marchés sont comprises entre 31, 43, et 33 pour cent respectivement. La probabilité que les prix de cette denrée continue à grimper pendant le mois d'avril jusqu'à mi-mai est très élevée, vu que la demande est à la hausse avec les semis en cours. La prochaine récolte commencera vers la fin du mois de mai.

Quant à la semoule de maïs, produit de forte consommation, le prix fluctue d'un marché à l'autre. Entre février et mars, il est stable sur le marché de Port-au-Prince, de Ouanaminthe et du Cap-Haïtien. Au cours de la même période, il enregistre des hausses de 40 et 10 pour cent respectivement sur les marchés de Jérémie et de Hinche.

**Figure 2.** Evolution des prix du haricot noir sur les marchés de Cayes, Jérémie et Port-au-Prince, comparé à la moyenne quinquennale et 2014 (mars 2015).



Source: Banque Nationale de la République d'Haïti

Les prix des produits importés sont plus stables que ceux des produits locaux. Le riz, les huiles végétales, le sucre et la farine de blé sont très stables pendant tout le premier trimestre 2015. Par contre, les prix des produits tels que l'huile végétale, le sucre, et la farine de blé fluctuent d'un marché à l'autre par rapport à mars 2014. Sur le marché de Port-au-Prince, les prix de l'huile végétale accusent une baisse d'environ 8 pour cent similaire à celui de Jacmel pendant cette même période. Sur le marché du Cap-Haitien par contre, ils ont augmenté de 8 pour cent par rapport à mars 2014. Pour sa part, le prix de la farine de blé a connu des hausses de 11, 6, et 12 pour cent respectivement sur les marchés de Port-au-Prince, Hinche et de Jérémie par rapport à mars 2014.

Cette situation semble refléter les tendances des prix sur le marché mondial. En effet, l'Indice de la FAO des prix des produits alimentaires indique une légère tendance à la baisse pour les céréales, les huiles végétales et une chute particulièrement forte du prix du sucre. Des stocks déjà élevés et une bonne production en 2014 au niveau mondial ont entraîné une augmentation de l'offre alimentaire et une baisse des prix. Les hausses des prix de certains produits importés par rapport à mars 2014 peuvent être expliquées par la forte dépréciation de la gourde face au dollar américain, qui est passé d'environ 45 gourdes en mars 2014 à près de 48 gourdes en mars 2015.

### *Suppositions*

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes:

- **Un démarrage erratique des précipitations** est prévu et surtout renforcé par des conditions d'El Nino dont la probabilité d'occurrence est de 80 pour cent pendant les mois d'avril, de mai et de juin. La manifestation de telles conditions induira des conséquences fâcheuses sur le développement des cultures du printemps avec des baisses de production agricole pouvant aller jusqu'à 50 pour cent.
- **La période cyclonique qui s'étend de juin à septembre** s'annonce très peu active cette année avec la probabilité de l'occurrence de trois ouragans dont un majeur. La probabilité qu'un cyclone touche le pays au cours de cette saison se révèle plutôt faible. Toutefois, tenant compte du niveau de vulnérabilité des zones à risque, le passage d'un cyclone, aussi faible soit-il, provoque des pertes élevées même au niveau de vies humaines.
- **Baisse des superficies cultivées.** Les périodes sèches récurrentes qui ont provoqué la baisse de la production agricole ces dernières années sont susceptibles d'entraîner une réduction des superficies habituellement cultivées par les agriculteurs. Le coût élevé des intrants agricoles tels que semences et fertilisants associé à un désengagement de plus en plus marqué des acteurs qui apportaient des intrants et d'autres formes d'accompagnement technique pourraient exacerber la baisse des superficies cultivées et par ricochet la production nationale.
- **Augmentation de la cueillette à partir de juin.** La période sèche en cours depuis décembre a favorisé la floraison des manguiers. Entre mai et juin on peut s'attendre à des récoltes abondantes qui seront à la fois sources de revenu et de nourriture pour les ménages y compris les très pauvres.
- **Arrêt de financement de certains projets gouvernementaux.** La faible croissance de l'économie prévue pour 2015 (environ 2.50 pour cent), les dépenses élevées pour l'organisation des élections, l'incertitude politique entraînant de faibles investissements, des recettes publiques en-deçà des prévisions, font croire que de nombreux projets en cours qui génèrent des emplois à travers le pays risquent de discontinuer. Les projets sociaux comme le transfert direct de cash aux ménages pauvres qui se sont déjà arrêtés pourraient l'être pendant toute la période couverte par ce scénario.
- **Instabilité de la monnaie nationale.** Vu les mesures prises par la BRH pour renforcer la gourde, il est fort probable que les dépréciations n'atteignent pas un niveau qui pourrait avoir des retombées négatives sur les prix des produits alimentaires importés.
- **Augmentation des prix des produits locaux.** Après la baisse des prix des produits locaux tels les haricots et le maïs enregistrés jusqu'en décembre/janvier, ces derniers sont affichés à la hausse depuis février. Vu le faible niveau de l'offre des produits locaux, conséquence des pertes élevées de production en 2014, les prix de ces produits vont continuer à grimper jusqu'aux prochaines récoltes en mai pour les haricots et en juillet pour le maïs. Il est probable que ces augmentations atteignent des niveaux allant jusqu'à 10 pour cent en juin par rapport à mars.



- **Assistance humanitaire.** Le monde humanitaire bien que beaucoup moins visible sur le terrain depuis plus de deux ans maintient sa présence dans certaines zones comme dans le Nord-ouest, le Plateau Central, La Gonâve et le Sud-est, mais les bénéficiaires restent très faibles, ne dépassant pas généralement 5000 ménages par département. L'exécution en cours du projet *Development Food Assistance Program* (DFAP) connu sous l'appellation de *Kore Lavi* et financé par l'USAID, à côté d'autres projets dans le Nord et le Nord-est contribueront à atténuer la dégradation des conditions de sécurité alimentaire des ménages pauvres dans les zones concernées sans pour autant influencer les phases de classification de l'insécurité alimentaire.
- **2015 c'est l'année des élections générales à travers tout le pays.** Ces événements provoquent des troubles qui perturbent la libre circulation des biens et des services. Il en résultera, toutes choses restant égales par ailleurs, un manque à gagner pour des ménages pauvres pour qui une journée sans besogne se traduit par une journée sans nourriture, particulièrement pendant la période de soudure (avril-juin) où le marché devient presque l'unique source de nourriture.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Depuis mars, des pluies arrosent presque toute la péninsule du sud, une bonne partie du département de l'ouest, du bas Artibonite, du bas Plateau Central et du Nord. Les activités agricoles sont en cours dans ces zones et génèrent des emplois qui permettent aux ménages très pauvres de faire face à la période de soudure. Si beaucoup d'entre eux sont en Stress (Phase 2 IPC) et y resteront jusqu'en juin, il est probable que leur situation alimentaire s'améliore entre juillet et septembre.

Les agriculteurs des autres zones abordent la saison agricole du printemps dans une atmosphère très peu rassurante. Le démarrage erratique des pluies et les faibles investissements des acteurs traditionnels sont préoccupants. Jusqu'à la mi-avril, les semailles n'ont pas pu commencer dans certaines zones dans le Nord-est, le Plateau Central, le Sud-est, le haut Artibonite et le haut Plateau Central. Cette situation est d'autant plus inquiétante que les pluies ont tendance à s'arrêter dès le début du mois de juin ces dernières années. Les travailleurs agricoles recrutés surtout parmi les ménages très pauvres n'ont pas beaucoup d'alternatives. La vente de main-d'œuvre agricole qui constitue plus de 50 pour cent des sources de revenus annuels des ménages très pauvres dans la plupart de ces zones du pays devrait s'approcher de son pic entre avril et mai. En outre, ces ménages affrontent depuis mars une période de soudure précoce qui les fait dépendre à près de 100 pour cent du marché comme source de nourriture. Plus d'un seront contraints de vendre du bétail, tandis que d'autres s'adonneront à l'abattage des arbres (en provoquant l'épuisement des ressources sols et eau) ou à la migration à la recherche d'un revenu. Ces démarches pourraient se révéler contre-productives en conduisant à une décapitalisation à court ou à moyen terme sans permettre à ces ménages de couvrir les 2100 kilocalories nécessaires à leur survie. La grande majorité de ces ménages très pauvres qui font plus de 40 pour cent des populations de ces zones sont maintenant en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

La situation ne devrait pas s'améliorer dans les prochains mois dans les zones frappées encore par une longue période sèche, même si les précipitations créent des conditions nécessaires à la reprise des activités agricoles. Les très pauvres, décapitalisés, devront consacrer une portion de leur revenu à l'achat des intrants agricoles. Leur situation alimentaire pourrait même se détériorer particulièrement ceux vivant dans les zones semi-arides qui ont perdu leur production en 2014 dans le sud-est, le Nord-est, l'Artibonite, le Nord et le Nord-ouest. Il est probable qu'ils soient en Crise (Phase 3 de l'IPC) en mai et juin.

Dès la mi-juin avec la cueillette qui commencera (mangues, fruits d'arbres véritables et autres fruits tels que grenadia), couplée aux récoltes en juillet, la production propre et la baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés augmenteront l'accès aux aliments des très pauvres. Ils seront à nouveau en situation de Stress jusqu'en septembre 2015.

#### **ZONES DE PRÉOCCUPATION**

**Zone HT01: Littoral sec maïs et charbon (Bombardopolis, Baie de Henne, Bassin Bleu, Port de Paix (rive gauche trois rivières) Anse-Rouge, Gonaïves (Partie Nord))**

- Près de la moitié de la population de la zone HT01 est étiquetée très pauvre. Ce résultat ne peut être que le reflet des caractéristiques inhérentes à la zone. En effet, l'une des principales caractéristiques de la zone est sa faible précipitation dont le niveau varie de 400 à 1000 mm l'an, ce qui explique en partie pourquoi l'agriculture ne couvre que 15 pourcent des besoins alimentaires des plus pauvres et reste, après la vente de bétail, la source la moins importante de revenus pour ces ménages. Malgré tout, Les activités agricoles s'étalent tout au long de l'année, mais avec les caprices de la pluviométrie couplées à la dégradation des terres agricoles et/ou à l'absence de terres pour les ménages (en particulier pour les ménages très pauvres et pauvres), ceux-ci s'orientent tout au long de l'année soit vers les activités de pêche, soit vers la fabrication et vente de charbon de bois et vente de bois.
- Environ 10 à 15 pourcent de la population profitent de la proximité de la mer pour tirer l'essentiel de leurs revenus de la pêche, une proportion de magnitude semblable vit quant à elle, de l'exploitation des marais salants qu'on trouve plus particulièrement à Anse-Rouge, à Baie-de-Henne, et aux Gonaïves.
- Les marchés les plus importants en termes d'approvisionnement et d'écoulement des produits de cette zone restent les marchés locaux de Bombardopolis, de Jean-Rabel, de Baie-de-Henne et d'Anse-Rouge, car l'état des routes limite fortement les échanges entre les grands centres de consommation (Port-au-Prince, Gonaïves, Port-de-Paix) et les zones de production, ce qui constitue un manque à gagner pour l'économie locale et les ménages agricoles.

#### *Situation actuelle*

Après qu'une longue période de sécheresse eut affecté le développement des cultures pérennes et d'hiver ainsi que la disponibilité fourragère, avec des conséquences plus accentuées sur les activités agricoles, dans les communes de Bassin bleu et d'Anse-Rouge ; des précipitations erratiques sont enregistrées au début du mois d'avril entraînant de l'humidité favorable aux activités agricoles et la repousse des fourrages dans certaines communes. Le front s'est toutefois accompagné de vents violents préjudiciables aux cultures dans les communes de Bombardopolis et de Môle St-Nicolas alors que les précipitations ont été très faibles sur la commune de Baie de Henne.

Les travaux de préparation de sols se poursuivent dans toute la zone, mais la réussite du processus de semis n'est pour l'instant pas garantie puisque la zone fait face à une carence de semences. Cette carence résulte de la performance des deux principales saisons agricoles dont les rendements s'estimaient autour de 50 et 60 pourcent des rendements d'une année normale. De plus, à cause d'un manque de structures adéquats de stockage, les agriculteurs conservent très peu de grains pour les périodes de plantation. La plus grande partie des semences nécessaires devra être achetée sur le marché. Or la disponibilité est très faible pour le moment sur les différents marchés. Ce qui, face à la demande, fait grimper les prix dans un contexte de restrictions financières pour la majorité des agriculteurs. La FAO, dans sa politique d'accompagnement des producteurs, a mis à leur disposition une certaine quantité de semences ventilée comme suit : 37 tonnes de pois de souche, 19 tonnes de pois congo, 1.5 millions de bouture de manioc et 1.1 millions de boutures de patate douce. Ces semences et boutures vont être distribuées dans les communes de Bombardopolis, Mole St-Nicolas, Baie de Henne, Bassin Bleu, Port de Paix et Jean Rabel pour un total de 7421 bénéficiaires. Le Ministère de l'Agriculture apporte une contribution de 40 tonnes de haricots à tout le département du Nord-ouest. Cependant, ces apports demeurent en dessous des besoins et du soutien habituel de la FAO et du ministère. Tout porte à croire que, en dépit de ces différents apports, les superficies emblavées seront en dessous du niveau normal cette année.

Parallèlement, dans les périmètres irrigués des communes d' Anse-Rouge, de Baie de Henne et de Môle St-Nicolas, des récoltes de maraichères ont lieu simultanément avec des travaux de semis. Ce qui offre l'opportunité à certains ménages pauvres de se faire un peu d'argent. Cependant, l'eau d'irrigation se fait de plus en plus rare et le coût de 600 gourdes pour arroser une parcelle pendant une heure de temps seulement, semble trop élevé et peut dissuader les agriculteurs à courir le risque d'investir. Ce qui aurait un impact négatif sur la demande de main-d'œuvre dans cette zone.

La demande de main d'œuvre qui assure la plus importante proportion du revenu total des ménages pauvre à pareille époque de l'année accuse une chute qui devra se traduire par une baisse de 20 pourcent du revenu agricole le long de la période. Hormis le manque de moyen financier lors du lancement de la campagne, la baisse de la demande de main d'œuvre s'expliquerait aussi par la période de sécheresse qui pourrait sévir entre les mois de mai et juin au cas où le phénomène el Niño se concrétiserait comme prédisent les modèles climatiques.

Dans un autre registre, la manifestation du phénomène El Niño entre mai et juin affecterait la phase de production des cultures. Ceci étant dit, le rendement de la saison agricole reste tributaire du passage du phénomène et surtout de la sévérité de la sécheresse qui s'ensuivra.

L'amélioration de la disponibilité fourragère concourt à maintenir le cheptel vif en bon état physique au moment où l'on assiste à une augmentation de la vente des têtes de bétail. L'offre du bétail est motivée par la nécessité de s'approvisionner en semences et de pouvoir financer les travaux de préparation de sols à l'aube de la plus importante campagne agricole de l'année. Les prix par tête d'animaux tendent alors à diminuer face au déséquilibre créé par l'offre.

Suite à l'épuisement quasi complet des stocks alimentaires locaux au niveau des ménages, les marchés qui tendent à devenir la principale source de nourriture, sont bien achalandés en produits importés. Par contre, les produits locaux sont de moins en moins disponibles comme conséquence de la pauvre performance des récoltes de l'an dernier. Les prix des produits alimentaires de base affichent donc une tendance haussière pour les produits locaux mais plutôt stables pour les produits importés. Sur le marché d'Anse Rouge, la marmite (2.5kg) de maïs en grain avoisine les 100 gourdes, soit plus de 100 pourcent qu'au moment des récoltes; celle du pois de souche, très demandé pendant la période de semis pour sa résistance à la sécheresse s'échange contre 350 gourdes, accusant ainsi une hausse de 100 gourdes par rapport au prix affiché au mois de janvier 2015. Sur les marchés des Gonaïves et de Port de Paix, le maïs moulu affiche une hausse de 20 et de 10 pourcent respectivement en glissement annuel, le haricot noir quant à lui a augmenté de 7 et de 18 pourcent pendant la même période. L'augmentation des prix à pareille époque est normale, mais elle paraît plus accentuée cette année comme la résultante de la faiblesse des récoltes qui ont été évaluées entre 50 et 60 pourcent de la normale.

#### *Suppositions*

- **Les faibles investissements attendus dans le secteur agricole** augurent une réduction des superficies à emblaver et du coup une baisse équivalente dans la demande de main-d'œuvre agricole, source d'occupation de beaucoup de ménages pauvres.
- **La population bénéficiaire de l'assistance humanitaire** s'amointrira suite au rétrécissement des programmes d'assistance du gouvernement, car le programme Kore lavi ne couvre que moins de 20 pourcent des très pauvres qui eux représentent entre 45 et 55 pourcent de la population.
- **La consommation alimentaire des ménages pauvres et très pauvres** sera affectée par la hausse des prix, particulièrement entre avril et mai, forçant les concernés à manger des produits de qualité inférieure, de moindre valeur nutritive ou ne répondant pas à leur préférence alimentaire, tels que la brisure de riz en lieu et place du riz de qualité et la farine de manioc amer en guise de farine de blé, entre autres.
- **Le rendement de la campagne de printemps** risque d'être affecté par le phénomène El Niño qui pourrait advenir entre avril mai et juin, selon les prédictions météorologiques, frappant les cultures en pleine phase de production et maturation.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Pendant le trimestre avril-juin, avec les deux premiers mois en pleine période de soudure, les ménages très pauvres dépendront essentiellement de la vente de main d'œuvre pour se faire un peu d'argent et principalement du marché pour répondre à leur demande d'aliments. Car très pauvres, ils ne possèdent ni d'équipements de pêche ni de marais salants. Parallèlement, les prix devront accuser une hausse saisonnière, ce qui obligera les ménages à allouer une plus grande proportion de leur revenu à l'achat d'aliments; or les revenus quant à eux seront inférieurs à la normale, vu un manque de moyens financiers de la part de ceux qui demandent de la main d'œuvre et une prévision de sécheresse qui contractera relativement les activités agricoles. Les ménages pauvres ne pourront pas donc pleinement satisfaire leurs besoins en calorie, et ceci étant dit, ils se retrouveront en situation de Crise alimentaire (Phase 3)

Entre juillet et septembre, le déficit au niveau de la disponibilité alimentaire des ménages pauvres sera significativement comblé par les récoltes de printemps même si les récoltes peuvent être en-deçà de la normale conséquemment à la réduction des superficies emblavées. D'un autre côté, les prix des produits locaux tendront à la baisse sur les différents



marchés. Les travaux de préparation de sols, de semis et de récolte entre juillet et août entraîneront une amélioration du revenu des ménages pauvres et très pauvres. L'ensemble de ces conditions permettra aux ménages pauvres d'améliorer alors leurs besoins alimentaires et les tirera de la Phase de Crise (Phase 3) pour les ramener à la phase de Stress (Phase 2 de l'IPC) entre juillet et septembre.

#### EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

**Tableau I:** Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baisse des prix des céréales sur le marché international</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atténuation de l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale sur les prix des produits importés.</li> </ul>
National	<ul style="list-style-type: none"> <li>Troubles socio-politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ralentissement des activités économiques conduisant à un non-approvisionnement des marchés en produits alimentaires de façon temporaire.</li> </ul>

#### A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, CNSA/FEWSNET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. CNSA/FEWSNET font ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, CNSA/FEWS NET préviennent du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).